

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2007)
Heft: [2]: Histoire militaire

Artikel: L'Inde, puissance mondiale? Partie 1
Autor: Lamballe, Alain
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346807>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



L'Inde, puissance militaire, nucléaire, démographique, technique et spatiale.

L'Inde, puissance mondiale ? (1)

Général Alain Lamballe

Avec environ un milliard deux cents millions d'habitants, l'Inde ne peut plus être ignorée du monde. Elle ne l'ignore pas non plus et tourne son regard vers le large. Certes son auréole et sa puissance d'aujourd'hui paraissent faibles si l'on se réfère à la Chine voisine. Mais, elle aussi, s'éveille, son potentiel s'affirme et son rôle s'accroît dans les affaires du monde, aussi bien dans les domaines politiques qu'économiques et même militaires.

Cette étude se propose d'analyser cette montée en puissance dans ces différents domaines et de voir comment elle se décline par rapport à la superpuissance américaine et aux grandes puissances d'aujourd'hui et par rapport à la superpuissance de demain, la Chine. Le monde change et l'Inde contribuera à ce changement.

Une histoire et une géographie au service d'un grand destin malgré des problèmes internes

On ne peut comprendre l'Inde d'aujourd'hui sans se référer à son passé prestigieux qui imprègne l'élite du pays. Elle sera une grande nation parce qu'elle l'a déjà été. C'est écrit dans son destin. Ainsi raisonnent ses dirigeants depuis l'indépendance, quelle que soit leur couleur politique. La plupart des penseurs politiques contemporains qui effectuent des recherches dans les nombreux laboratoires d'idées du pays en témoignent. L'enthousiasme les porte. Tous les observateurs le constatent.

Par ses richesses, l'Inde a toujours attiré les convoitises étrangères. Alexandre le Grand a tenté sa conquête mais n'a pu atteindre que l'Indus avant de rebrousser chemin. Plus tard, les Arabes l'ont abordée mais sans la conquérir. Des chefs afghans islamisés entreprirent sa conquête, réussirent en partie et momentanément. Ce furent les

Moghols, musulmans eux-aussi, venus d'Asie centrale qui s'installèrent durablement en Inde. Ils la contrôlèrent, presque entièrement, jusqu'à l'arrivée des Anglais. L'Inde s'est enrichie de cultures extérieures, plus ou moins absorbées, alors qu'elle avait été elle-même le foyer d'une grande civilisation.

Cette diversité qui la caractérise est à l'origine de la laïcité de la plupart des régimes politiques indiens qui acceptent toutes les croyances et toutes les formes de pensée. Cette laïcité à l'indienne ne conduit pas à la recherche d'une société areligieuse, elle ne signifie pas une mise à l'écart de la religion car la sensibilité religieuse est présente à fleur de peau chez la quasi-totalité des Indiens, quelle que soit leur confession. Elle préconise au contraire une coexistence voulue et acceptée de toutes les religions. La diversité indienne se fonde dans les échanges d'idées et d'opinions, favorisés désormais par les traductions automatiques entre les principales langues de l'Inde (hindi, ourdou, bengali, tamoul...).

Au sommet de l'Etat et de l'administration coexistent des personnalités de toutes origines et confessions. Ainsi, la fonction de Président de la République a été plusieurs fois tenue par un musulman (c'est le cas aujourd'hui). Actuellement, le Premier Ministre est sikh et le Ministre de la défense chrétien. Le président du Parti du Congrès, majoritaire, est également une chrétienne et de surcroît d'origine italienne. Les hauts fonctionnaires civils appartiennent à toutes les communautés, y compris tribales.

Certains généraux sont sikhs, musulmans ou chrétiens. Un ancien chef d'état-major de l'armée de l'air, musulman, devint par la suite ambassadeur en France. Le chef d'état-major actuel de l'armée de terre est sikh. Le chef du personnel de l'armée de terre est un général de corps d'armée chrétien. Incidemment, il a été attaché militaire à Paris et a exercé un commandement opérationnel au Bengale occidental, celui du corps d'armée de Bagdogra,

* Cet article est paru sous le titre « L'Inde, un acteur international majeur », dans le numéro de janvier 2006 de *Défense nationale et sécurité collective*. Il paraît dans une forme actualisée dans la RMS, avec l'aimable autorisation de l'amiral Girard, rédacteur en chef.

en charge notamment du corridor appelé communément « cou de poulet » reliant le Nord-Est au reste de l'Inde, entre la Chine et le Bangladesh. On pourrait multiplier les exemples. Dans l'armée, les musulmans représentent cependant un pourcentage plus faible que dans la population.

Dans les administrations civiles et militaires, la plupart des postes clés sont tenus par des hindous, ce qui est normal puisqu'ils sont majoritaires dans la population, mais le mérite reste, en général, le critère principal de sélection. La commission Sachar a toutefois établi dans un rapport rendu en 2006 que la communauté musulmane était globalement désavantagée. Parmi les hommes d'affaires qui ont le mieux réussi, se trouvent des musulmans, même si ceux-ci globalement paraissent en retrait dans le secteur privé.

Depuis son indépendance acquise en 1947, l'Inde n'a cessé de s'affirmer sur la scène internationale. Progressivement, d'Etat-objet, elle est devenue Etat-sujet. En fait, elle le fut déjà dans l'histoire grâce à ses sciences (les chiffres dits arabes, dont le zéro, sont en fait d'origine indienne, leur invention au VI^e siècle de notre ère est généralement attribuée à un mathématicien cachemiri), sa médecine et sa littérature. Elle le fut grâce à ses théoriciens, mal connus, de la pensée politique (l'œuvre de Chanakya, qui vécut vers le III^e siècle avant Jésus-Christ, évoque celle bien postérieure de Machiavel ; elle est complétée par les écrits de Tirouvallouvar, un Tamoul qui vécut sans doute au VI^{ème} siècle de notre ère donc lui aussi bien avant l'auteur du Prince). Elle le fut par son expansion, pacifique, en Asie du Sud-Est (notamment en Indonésie et au Cambodge) où son influence rencontra celle de la Chine (d'où le terme expressif d'Indochine pour désigner notre colonie). Son intérêt actuel pour l'Asie du Sud-Est a donc des antécédents historiques.

La situation de l'Inde, au sud du continent asiatique et au nord de l'Océan Indien dans lequel elle s'enfonce, la prédestine à jouer un rôle majeur. Elle en est consciente et les grandes puissances ont commencé à prendre en compte son importance grandissante.

Des problèmes internes retardent cependant la montée en puissance de ce vaste pays, rassemblant environ 1.200.000.000 habitants et riche non seulement par la qualité de ses hommes et femmes mais aussi grâce à ses ressources naturelles. Diverses insurrections le déchirent. En plus du Cachemire, des mouvements autonomistes et séparatistes mènent une véritable guérilla en recourant à des actes terroristes en Assam (appelé aujourd'hui Asom, en fait l'ancien nom) et dans les autres Etats du Nord-Est. De plus, la rébellion maoïste progresse dans le centre et l'est du pays, en liaison avec celle du Népal. L'Inde fait face avec des succès inégaux à toutes ces insurrections simultanées et cela lui coûte cher en hommes et en moyens financiers. La lutte contre les organisations extrémistes mobilise de nombreuses forces paramilitaires et même militaires¹.

Les 850 millions d'hindous et les 160 millions de musulmans de l'Inde vivent le plus souvent en bonne intelligence mais les tensions « communalistes » (terme couramment utilisé) restent sous-jacentes. De véritables émeutes éclatent de temps à autre, parfois sous les prétextes les plus futiles. La fracture culturelle et religieuse entre les deux communautés existe et ne disparaîtra pas. Elle s'accroîtra même par la simple arithmétique, la croissance démographique étant beaucoup plus grande chez les musulmans que chez les hindous. De plus, on se convertit à l'islam mais pas à l'hindouisme. On naît hindou, on ne le devient pas ou rarement. En revanche, des hindous de basses castes et des intouchables se convertissent au bouddhisme et aussi à l'islam. L'islam se veut égalitaire mais ne l'est guère car on y retrouve, transposés, les signes inégalitaires de la société hindoue.

Dans l'ensemble, le fédéralisme indien permet de prendre en compte les diversités ethniques, religieuses et linguistiques et d'atténuer les rivalités inter-provinciales avec plus ou moins de bonheur. Les effets néfastes du système des castes s'estompent avec leur politisation. Les intérêts des basses castes et des intouchables sont pris en compte par des formations politiques qui arrivent parfois au pouvoir dans les provinces comme au centre, souvent au sein de coalitions. Cependant la démocratie fonctionne de manière imparfaite. La justice ne remplit pas son rôle, les criminels puissants échappant aux sentences qu'ils mériteraient. Certains entrent en politique et occupent même des fonctions ministérielles. L'absentéisme des maîtres d'école est courant. De manière générale, l'administration fait preuve d'inefficacité et souffre de corruption. Plus du tiers de l'électricité sont volés.

Une économie qui s'affirme malgré de graves déficiences

L'économie indienne a amorcé une politique de privatisation à partir de 1990, soit bien après la Chine. Le Produit Intérieur Brut, actuellement de plus de 1000 milliards de dollars, s'accroît à un rythme certes inférieur à celui de la Chine mais le pourcentage d'augmentation reste élevé, de l'ordre de 9 %, ce qui est considéré toutefois insuffisant compte tenu de l'accroissement démographique. La croissance est forte traditionnellement dans les services mais se constate aussi désormais dans le secteur manufacturier. L'Inde ne devient pas seulement le laboratoire du monde comme on l'a dit mais aussi un atelier du monde, au même titre que la Chine bien qu'à un rythme plus lent. Ses réserves de change s'élèvent à plus de 200 milliards de dollars.

L'Inde est désormais la quatrième puissance économique du monde, après les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon. Vers 2020, elle pourrait passer à la troisième place devant le Japon mais loin derrière les Etats-Unis et la Chine. Son essor est dû au développement du secteur privé où dominent des sociétés très compétitives, bien gérées et à un secteur bancaire moderne et efficace. Le nombre d'industries protégées a diminué. Toutefois,

¹ Voir la monographie en langue anglaise « Terrorism in South-Asia », Alain Lamballe, publiée par le Centre Français de Recherche sur le

Renseignement, rapport de recherche n° 3 (RR 3), disponible sur son site internet www.cf2r.org, novembre 2005.

la privatisation marque le pas à cause de l'opposition des communistes. Pour la même raison, la législation du travail, actuellement trop contraignante, ne peut être modifiée. Le gouvernement doit tenir compte de l'attitude des communistes car il a besoin de leur soutien au parlement pour conserver la majorité.

La moitié de la population a moins de 25 ans. Cette jeunesse constitue un atout qui durera pendant plusieurs décennies, sans que l'Inde ait à s'inquiéter des problèmes de gens âgés. Elle est donc dans ce domaine avantagée par rapport à la Chine qui, elle, vieillit vite. Son potentiel scientifique s'affirme. Pour la seconde fois, la présidence du Conseil international des sciences est assumée par un Indien. 400.000 ingénieurs sortent chaque année des universités et autres établissements d'enseignement supérieur, c'est à dire autant qu'aux Etats-Unis et plus que dans l'ensemble de l'Europe. Toutefois, les employeurs se plaignent parfois de leur niveau insuffisant. C'est notamment l'avis exprimé par la National Association of Software and Service Companies (NASSCOM). Les systèmes d'enseignement primaire et secondaire connaissent de sérieuses défaillances compensées par une expansion des établissements privés, inaccessibles aux classes pauvres mais fréquentés par les élèves des classes moyennes. Des déficiences existent aussi dans le domaine de la santé. Des hôpitaux et cliniques privés, souvent de haut niveau, prennent le relais des établissements publics mais là encore les couches défavorisées de la population n'y ont pas accès.

L'Inde possède des pôles d'excellence bien connus, comme les biotechnologies, l'industrie pharmaceutique, la production de logiciels, l'industrie spatiale (un satellite d'observation avec une définition d'un mètre est en cours de réalisation), ... Des revers graves ponctuent cependant son programme spatial et de missiles, comme le montre l'essai manqué d'un lancement de satellite le 10 juillet 2006. Mais dans ce domaine aussi l'Inde a retrouvé le succès avec le lancement réussi de quatre satellites par une même fusée le 10 janvier 2007, la récupération d'un vaisseau spatial le 22 janvier 2007 et un tir réussi d'un missile d'une portée de 3.500 km le 12 avril 2007. L'Inde met en valeur ses points forts, notamment dans les zones économiques spéciales aménagées pour attirer les investissements étrangers, créer des emplois et dynamiser les exportations, par des incitations financières et des équipements de niveau international. La première, véritable oasis ultramoderne, est située à proximité de Chennai (nouveau nom de Madras). Mais cette politique connaît quelques déboires. La réquisition de terres agricoles, parfois riches, pour créer les zones économiques spéciales suscite de vives protestations. De même, les critiques fusent à l'égard des avantages fiscaux qui engendrent des pertes colossales pour l'Etat.

L'Inde excelle dans la construction de barrages (environ 4.000 ont été construits sur les grands fleuves et leurs affluents depuis l'indépendance)... Un projet grandiose de relier tous les cours d'eau majeurs est à l'étude. S'il se réalisait, il permettrait de mieux répartir les ressources en eau, c'est à dire d'effectuer un transfert du nord,

généralement bien doté, vers le sud aride. Le projet se heurte, en plus des implications financières, à une opposition des écologistes. De plus, la fonte des glaciers de l'Himalaya, provoquée par le réchauffement climatique, pourrait le remettre en cause. Dans l'état actuel des choses, les réseaux de distribution de l'eau dans les villes sont déficients, provoquant de lourdes déperditions. De même, les campagnes utilisent l'eau pour l'irrigation de manière trop irrationnelle, ce qui engendre un énorme gaspillage. Pour assurer les besoins grandissants de sa population urbaine, permettre une nouvelle révolution agricole et satisfaire les demandes industrielles, l'Inde devra mieux gérer l'eau. Sinon, son développement sera compromis. Le développement économique suppose une consommation d'énergie de plus en plus grande. A l'heure actuelle, la production d'électricité, surtout d'origine thermique, est insuffisante. Les délestages dans la distribution du courant électrique pénalisent les industries. L'énergie nucléaire constituera un appoint indispensable. L'énergie d'origine hydroélectrique devra de même être développée. L'Inde importe 70 % de son pétrole et sa dépendance en hydrocarbures grandira. Ses besoins devront être pris en compte dans la répartition mondiale du pétrole et du gaz. La construction de gazoducs à partir de l'Iran, par le Pakistan et à partir de l'Asie Centrale, par l'Afghanistan et le Pakistan paraît la meilleure solution, en dépit de l'instabilité des régions traversées. Les capacités de raffinage de pétrole sont encore limitées. Les 18 raffineries indiennes sont de taille modeste. Mais celle en cours de construction au Gujarat, dans le golfe de Kutch, à Jamnagar, sera la plus grande du monde. Prévue pour être terminée fin 2008, elle exportera aux Etats-Unis près de la moitié de sa production.

L'agriculture traîne quelque peu et reste très soumise aux aléas de la mousson, souvent fort capricieuse. La production agricole stagne, les paysans souffrent de surendettement. Le nombre de suicides, parmi ceux du sud notamment, traduit le profond malaise des campagnes. L'autosuffisance alimentaire n'est plus garantie à cause de la raréfaction des terres agricoles, du manque d'eau et de l'augmentation de la population. En 2006, l'Inde a importé du blé comme elle l'avait déjà fait en 2000. La demande indienne pourrait bien devenir une donnée permanente, les Etats-Unis et l'Australie seront les fournisseurs de blé. La pollution généralisée des cours d'eau pose par ailleurs de graves problèmes de santé. Le 11^{ème} plan quinquennal (1^{er} avril 2007-31 mars 2012) accordera la priorité au développement de l'agriculture. Les infrastructures routières, ferroviaires, aériennes et portuaires restent très insuffisantes. Un programme de construction de routes à grande circulation existe pour relier les quatre métropoles de Delhi, Kolkata (nouveau nom de Calcutta), Chennai et Mumbai (nouveau nom de Bombay) mais sa réalisation progresse lentement. Le port de Nava Sheva, près de Mumbai, se compare presque aux ports américains pour le traitement des conteneurs mais demeure l'exception. La législation du travail, très rigide, rend difficile les licenciements et dissuade les investisseurs.

Le système fiscal se modernise bien que l'assiette reste encore faible. Une taxe à la valeur ajoutée, impôt moderne

par excellence, est progressivement imposée dans les Etats. Elle devrait dans les années suivantes se généraliser dans l'ensemble du pays.

Globalement, la montée en puissance génère des inégalités entre les villes et les campagnes et entre les provinces, celles de l'ouest et du Sud étant souvent les mieux loties. La place de l'Inde dans le commerce international reste faible mais s'accroît. Depuis fin 2006, une firme indienne, *Infosys Technologies*, est désormais cotée au marché américain du Nasdaq.

Une influence de plus en plus grande dans le monde

Des relations difficiles avec le Pakistan

Le Pakistan constitue pour l'Inde une gêne permanente qui l'empêche de réaliser pleinement ses projets régionaux et dans une moindre mesure mondiaux. A défaut de pouvoir la menacer, il maintient son pouvoir de nuisance au Cachemire en aidant les mouvements séparatistes et même dans le reste de l'Inde, affirment de nombreux commentateurs, notamment dans le nord-est, par l'intermédiaire du Bangladesh où l'extrémisme islamiste progresse. En fait, l'Inde accuse le Pakistan de laisser des mouvements extrémistes islamiques fomenter des attentats sur l'ensemble de son territoire ou de les organiser lui-même par l'intermédiaire de son principal service de renseignement, le Directorate of Inter-Services Intelligence (DISI), plus connu sous le simple signe ISI. De son côté, le Pakistan affirme dans les instances internationales que l'Inde viole les droits de l'homme, au Cachemire tout particulièrement. Il dénonce aussi l'aide qu'elle apporterait aux mouvements de rébellion, notamment au Balouchistan. Les deux pays continuent donc de s'accuser mutuellement.

La coordination des secours pour venir en aide aux populations victimes du séisme du 8 octobre 2005 dans la partie du Cachemire administrée par le Pakistan a montré les limites d'un rapprochement. Certes, le cessez-le-feu, déclaré le 25 novembre 2003, est maintenu sur la ligne de contrôle que l'Inde considère comme sacrée. Mais aucun progrès n'apparaît dans le règlement du conflit du Cachemire où des attentats se produisent encore régulièrement dans la partie indienne. Aucun progrès non plus n'est enregistré en ce qui concerne la question spécifique du glacier du Siachen.

La circulation des personnes entre Srinagar, la capitale d'été du Cachemire indien, et Muzaffarabad, la capitale du Cachemire pakistanais, avait été ouverte au début de l'année 2005. Interrompue par le tremblement de terre, elle a été rétablie mais elle est insignifiante. D'autres points de franchissement par exemple entre Rawalakot et Ponch ont été ouverts le long de la ligne de contrôle pour faciliter le passage des secours après le tremblement de terre mais rien ne prouve qu'ils le resteront. Le transport de marchandises entre les deux Cachemire reste à l'état de projet.

En dehors du Cachemire, une voie ferrée a été ouverte entre Mirpurkhas au Sind et Munabao au Rajasthan. Elle

s'ajoute aux lignes de bus reliant, par le poste frontière de Wagah/Attari, Lahore à Delhi et Lahore à Amritsar. Sur une frontière longue d'environ 2.400 km, il n'existe que ces deux points de passage routier et ferroviaire. Ces diverses facilités revêtent une importance relative du fait des sévères contraintes administratives (notamment l'absence de consulats en dehors des ambassades et les délais de délivrance des visas), nécessaires avant d'entreprendre les voyages entre les deux pays.

Par ailleurs, aucune solution n'apparaît pour régler le différend au large du Rann de Kuch, la présence possible d'hydrocarbures sous les fonds marins rendant difficile la définition de la frontière maritime.

Les mesures de confiance subsistent. En plus des liaisons téléphoniques régulières entre états-majors des deux armées de terre et des rencontres entre les commandants locaux des forces paramilitaires qui existent depuis longtemps, les organismes de sécurité maritime et garde-côtes échangent des informations. Les deux pays respectent leurs engagements, pris en 1988 et ratifiés en 1991, de communiquer chaque année la liste de leurs installations nucléaires, qu'ils s'engagent à ne pas attaquer. Dorénavant, ils s'informeront avant tout essai de missiles balistiques (l'accord exclut les missiles de croisière). Un mécanisme de lutte commune contre le terrorisme a été défini. Rien ne prouve qu'il fonctionnera de manière satisfaisante.

Les échanges commerciaux entre l'Inde et le Pakistan restent limités. Ils se font en général par mer et par l'intermédiaire de pays tiers. Il n'existe pas de lignes maritimes directes entre les deux pays, par exemple entre Mumbai et Karachi mais il est désormais prévu de les rétablir. New Delhi accorde depuis 1995 la clause de la nation la plus favorisée mais Islamabad refuse la réciprocité, craignant la concurrence.

(A suivre)

A.L.

L'Indian Air Force (IAF) est le premier acquéreur du Sukhoi 30 multirôle. A terme, l'IAF alignera 200 Su-30K-1A monoplaces et 18 biplaces.

